|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Macintosh HD:Users:bilodeau:Desktop:logos:template 2017:un.emf |  | **CBD** |

|  |  |
| --- | --- |
| CBD_logo_fr-CMYK-black [Converted] | Distr.GéNéRALeCBD/ExCOP/2/2 CBD/CP/ExMOP/1/2 CBD/NP/ExMOP/1/27 septembre 2020FRANÇAISORIGINAL: ANGLAIS |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ConfÉrence DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUEDeuxième réunion extraordinairePoint 4 de l’ordre du jour provisoire[[1]](#footnote-1)\* | CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES biotechnologiquesPremière réunion extraordinairePoint 4 de l’ordre du jour provisoire[[2]](#footnote-2)\*\* | CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L’ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION Première réunion extraordinaire Point 4 de l’ordre du jour provisoire[[3]](#footnote-3)\*\*\* |

Montréal (en ligne), 16-19 novembre 2020

PROPOSITION DE BUDGET INTÉRIMAIRE POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE, DU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIES ET DU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES POUR L'ANNÉE 2021

*Note de la Secrétaire exécutive*

# Introduction

1. Par la décision [14/37](https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-14/cop-14-dec-37-fr.pdf), la Conférence des Parties et les réunions des Parties respectives pour les protocoles, ont approuvé un budget intégré pour l'exercice biennal 2019-2020 et ont demandé à la Secrétaire exécutive d'élaborer un programme de travail et un budget intégrés pour la période 2021-2022, qui seront soumis à la Conférence des Parties à sa quinzième réunion, à la dixième réunion des Parties au Protocole de Cartagena et à la quatrième réunion des Parties au Protocole de Nagoya. Ces réunions devaient se tenir au cours du dernier trimestre de 2020.

2. En raison de la pandémie, des restrictions de voyage et des grands rassemblements dans le monde, il est devenu nécessaire de reporter la quinzième réunion de la Conférence des Parties et des réunions connexes à 2021. En conséquence, d'autres dispositions seront nécessaires pour permettre la continuité des opérations de la Convention au-delà du 31 décembre 2020, y compris le fonctionnement du Secrétariat et le maintien des réunions reportées à 2021.

3. Le Bureau de la Conférence des Parties a examiné cette question et a proposé que, à titre exceptionnel, les Parties examinent et approuvent un budget intérimaire pour 2021 lors des réunions extraordinaires en recourant à une procédure écrite[[4]](#footnote-4). La Secrétaire exécutive a donc préparé un budget intérimaire pour 2021, tel qu'il figure dans le présent document.

4. Le présent document est divisé en six sections. La section I traite les recettes et l'exécution du budget pour l'exercice biennal 2019-2020. Dans la section II, le Secrétariat soumet une proposition de prolongation d'un an du budget 2019-2020 pour permettre la mise en œuvre de certaines activités qui ont été reprogrammées en raison de la pandémie. Enfin, dans la section III, une proposition de budget intégré provisoire est présentée pour permettre la continuité des activités de la Convention et des protocoles, y compris du Secrétariat au cours de l'année 2021 en attendant l'adoption d'un budget pour l'exercice biennal 2021-2022 par la Conférence des Parties lors de sa quinzième réunion. Les projets de décisions à soumettre à l'examen de la Conférence des Parties et des réunions respectives des Parties pour les Protocoles de Cartagena et de Nagoya sont présentés dans les sections IV, V et VI.

5. Il est convenu que la quinzième réunion de la Conférence des Parties ainsi que les réunions simultanées des Parties aux Protocoles examineraient encore le budget complet pour l'exercice biennal 2021-2022, ou pour toute autre période que la Conférence des Parties et les réunions simultanées des Parties aux Protocoles pourraient décider, conformément au règlement financier[[5]](#footnote-5)2. En conséquence, il est entendu que le budget intérimaire devrait être limité à ce qui est nécessaire pour la continuité des activités de la Convention et des protocoles, y compris la préparation et la convocation de la quinzième réunion de la Conférence des Parties et des autres réunions reprogrammées en 2021.

1. **RÉSUMÉ DES RECETTES ET DE L’EXÉCUTION DU BUDGET POUR L’EXERCICE BIENNAL 2019-2020**
2. **Recettes**

6. Dans la décision 14/37, la Conférence des Parties et les réunions respectives des Parties aux Protocoles ont approuvé un budget de base intégré de 18 949 000 dollars É.U pour l'année 2019 et de 19 895 100 dollars É.U pour l'année 2020. Après déduction des économies réalisées sur la période précédente et de la contribution du pays hôte, le total des contributions pour 2019 et 2020 s'élève à 32 984 700 dollars. Les contributions des nouvelles Parties aux protocoles en 2019 et 2020 (15 pays ont ratifié le Protocole de Nagoya et un pays est devenu Partie au Protocole de Cartagena) s'élèvent à 90 200 dollars. Ainsi, le montant total des contributions est de 33 074 900 dollars É.-U, dont 16 045 000 dollars É.-U pour 2019 et 17 029 900 dollars É.-U pour 2020. Pour l'exercice 2019-2020, le Secrétariat a reçu au 31 août 2020 des contributions s'élevant à 23 654 300 dollars É.-U.

7. Le taux de collecte à ce jour pour 2019 et 2020 respectivement est de 89,79 pour cent et 54,31 pour cent, ce qui donne un taux de collecte global pour l'exercice biennal de 71,52 pour cent. Les paiements des contributions évaluées pour 2020 sont plus lents que d'habitude, ce qui est probablement dû à diverses causes liées à la pandémie de COVID-19.

Tableau 1

Statut global des contributions évaluées pour l'exercice biennal 2019-2020

(En milliers de dollars américains)

|  |  |
| --- | --- |
| *Source de financement* | *Ressources*  |
| Budget approuvé | 38,844.1  |
| Pays hôte | -2,652.8  |
| Économies par rapport à l'année précédente | -3,206.6  |
| Parties supplémentaires à la Convention | 90.2  |
| **Total des évaluations** | **33,074.9** |
| Montant reçu au 31 août 2020 | 23,654.3 |
| **Solde impayé** | **9,420.6** |
| **Taux de collecte** | **71.52%** |

**B. Exécution du budget**

8. Comme le montre le tableau 2 ci-dessous (colonne 3), un montant total de 31 005 390 dollars É.-U devrait être dépensé à la fin de l'exercice biennal 2019-2020 au 31 décembre 2020. Les dépenses prévues pour la période 2019-2020 n'incluent pas les coûts des réunions de la quinzième réunion de la Conférence des Parties, de la neuvième réunion des Parties au Protocole de Cartagena ni de la troisième réunion des Parties au Protocole de Nagoya, ni les coûts complets de la vingt-quatrième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et de la troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de l’application, ainsi que de la troisième réunion du cadre mondial de la biodiversité pour l’après-2020, qui ont été reportés à 2021 en raison des contraintes liées à la pandémie COVID-19.

9. Le tableau 2 reflète également les dépenses prévues en 2021 pour les réunions reprogrammées mentionnées ci-dessus. Une dépense totale estimée à 4.011.800 dollars É.-U sera dépensée à la fin de la période budgétaire 2019-2020 qui se terminerait (sur approbation de la Conférence des Parties et les réunions associées des Parties aux Protocoles lors de cette réunion extraordinaire) le 31 décembre 2021, laissant ainsi un montant final non dépensé de 3.639.600 dollars É.-U.

10. Si les réunions des deux organes subsidiaires sont reportées, à peu près 278 500 dollars É.-U seront toutefois dépensés en 2020 pour l'information virtuelle, les groupes préparatoires et régionaux et les réunions d'ouverture. Par conséquent, pour les besoins actuels, ces coûts sont inclus dans les dépenses prévues pour 2020. Le budget de 3 688 000 dollars É.-U prévu pour les réunions, tel qu'approuvé par la Conférence des Parties lors de sa quatorzième réunion, s'il est prolongé jusqu'en 2021, devrait être dépassé de 278 500 dollars É.-U d'ici la fin de 2021, étant donné que ces coûts n'ont pas été prévus dans le budget 2019-2020 approuvé par la Conférence des Parties à sa quatorzième réunion. En outre, puisque la réunion extraordinaire de la Conférence des Parties doit être tenue virtuellement en novembre 2020, des coûts supplémentaires peuvent être encourus et imputés au budget des réunions.

**Tableau 2**

**Projection des dépenses par objet de dépense relatif au budget intégré approuvé pour 2019-2020.**

(*Milliers de dollars américains*)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| *Objet des dépenses* | *Budget total approuvé* | *Dépenses totales (1er janvier 2019-31 décembre 2020)* | *Dépenses du budget approuvé à effectuer en 2021 (1er janvier 2021-31**Décembre 2021)* | *Variance* |
|  |  |  |  |  |
| **A. Dépenses de personnel**  | 23,080.5 | 20,100.0 |   | 2,980.5 |
| **B. Réunion du Bureau**  | 365.0 | 200.0 | 165.0 | 0.0 |
| **C. Voyages en mission** | 800.0 | 559.6 |   | 240.4 |
| **D. Consultants/sous-traitants** | 100.0 | 100.0 |   | 0.0 |
| **E. Matériel de sensibilisation du public/communications** | 100.0 | 100.0 |   | 0.0 |
| **F. Assistance temporaire/heures supplémentaires** | 200.0 | 200.0 |   | 0.0 |
| **G. Formation** | 10.0 | 10.0 |   | 0.0 |
| **H. Traduction du site Internet du Centre d’échange/projets du site Internet** | 130.0 | 130.0 |   | 0.0 |
| **I. Réunions** | 3,688.0 | 749.0 | 2,939.0 | 0.0 |
| **J. Réunion d’experts** | 320.0 | 83.7 | 236.3 | 0.00 |
| **K. Réunions extraordinaires concernant l'après-2020** | 1,310.0 | 1,100.0 | 210.0 | 0.0 |
| **L. Loyer et dépenses connexes** | 2,652.9 | 2,652.9 |   | 0.0 |
| **M. Frais généraux de fonctionnement** | 1,453.2 | 1,453.2 |   | 0.0 |
| **Sous-total (I)** | **34,209.6** | **27,438.4** | **3,550.3** | **3,220.9** |
| **II. Dépenses d’appui au programme (13%)** | **4,447.2** | **3,567.0** | **461.5** | **418.7** |
| **Sous-total (I + II)** | **38,656.8** | **31,005.4** | **4,011.8** | **3,639.6** |
| **III. Réserve de trésorerie**  | 187.3 | 187.3 |   |   |
| **Total (I + II + II)** | **38,844.1** | **31,192.7** | **4,011.8** | **3,639.6** |

**C. Réserves de trésorerie au 31 décembre 2020**

11. La réserve de trésorerie est calculée cumulativement pour chaque exercice biennal de sorte que le total de la réserve équivaut à 15 pour cent des dépenses annuelles estimées, y compris les dépenses d'appui aux programmes. Le niveau de la réserve de trésorerie a été porté de 7,5 pour cent à 15 pour cent à partir de l'exercice biennal 2019-2020 à la suite de la recommandation du Bureau des Services d’évaluation et d’audit et conformément au paragraphe 4 de la décision 14/37 de la Conférence des Parties. L'objectif de la réserve de trésorerie est d'assurer la continuité des opérations du Secrétariat de la Convention en cas de manque temporaire de liquidités. Les prélèvements sur la réserve de trésorerie sont rétablis à partir des contributions dès que possible.

**Tableau 3**

**Réserves de trésorerie au 31 décembre 2020**

(*En milliers de dollars américains)*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Fonds d’affectation spéciale** | ***2003-14*** | ***2015-16*** | ***2017-18*** | ***2019-20*** | ***Total*** |
|
| Fonds d’affectation spéciale BY | 1,324.4 | 765.1 | 93.3 | 138.6 | **2,321.4** |
|
| Fonds d’affectation spéciale général BG | 293.8 | 175.5 | 19.7 | 28.1 | **517.1** |
|
| Fonds d’affectation spéciale BB |   | 95.5 | 9.8 | 20.6 | **125.9** |
|
| **Total** | **1,618.2** | **1,036.1** | **122.8** | **187.3** | **2,964.4** |
|

12. L'excédent cumulé (sans compter la réserve de trésorerie de 2 964 400 USD) des trois fonds d’affectation spéciale (BY, BG et BB) est estimé à 7 millions dollars É.-U à la fin de 2020 et à 2,9 millions de dollars É.-U après prise en compte des dépenses en 2021 à partir du budget existant au 31 décembre 2021. Cette projection est basée sur l'hypothèse qu'aucune autre contribution évaluée pour 2020 et les années précédentes ne seront reçues par le Secrétariat.

**Tableau 4**

**Excédent cumulatif prévu (à l'exclusion de la réserve de trésorerie)**

(*En milliers de dollars américains)*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| *Date* | *Convention* | *Protocole de Cartagena* | *Protocole de Nagoya* | *Total* |
| Réserves au 31 décembre 2020 | $4,6 | $ 1.9 | $0.5 | **$7** |
| Réserves au 31 décembre 2020 | $1.6 | $1.3 | $0.05 | **$2,95** |

1. **PROPOSITION VISANT À PROLONGER LA VALIDITÉ DU BUDGET INTÉGRÉ APPROUVÉ POUR 2019-2020**

13. En raison de diverses restrictions imposées par les gouvernements du monde entier pour lutter contre la pandémie de COVID-19 et des incertitudes liées à celle-ci ainsi qu'à la nature et à la durée des mesures d'intervention de chaque gouvernement, la quinzième réunion de la Conférence des Parties et les réunions simultanées des organes directeurs des Protocoles, les réunions physiques des deux organes subsidiaires ainsi que la troisième réunion du Groupe de travail sur le cadre mondial de la biodiversité pour l’après-2020 ne peuvent être convoquées en 2020. Il est actuellement prévu de tenir ces réunions en 2021[[6]](#footnote-6)3. Étant donné que la validité du budget approuvé pour 2019-2020 expirera le 31 décembre 2020, le Secrétariat demande aux Parties l'autorisation de prolonger la validité du budget d'un an (jusqu'au 31 décembre 2021), ou, dans le cas où la Conférence des Parties ne se tiendrait pas en 2021, jusqu'à la fin du mois suivant la clôture de la quinzième réunion de la Conférence des Parties, afin de permettre la mise en œuvre des activités prioritaires suivantes, initialement prévues en 2020 mais reprogrammées :

1. Quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention ;
2. Dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques ;
3. Quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages ;
4. La troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 ;
5. Vingt-quatrième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (réunion physique) ;
6. Troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l’application (réunion physique) ;
7. Réunions d'experts - et toute autre réunion en ligne liée à la vingt-quatrième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et à la troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de l’application et à l'élaboration du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 ;
8. Réunions du Bureau.

14. Un coût total de 1 110 000 dollars É.-U a été engagé pour convoquer les premières et deuxièmes réunions du Groupe de travail sur le cadre mondial de la biodiversité pour l’après-2020, ce qui laisse un solde non dépensé de 210 000 dollars É.-U. Le Secrétariat demande donc l'autorisation des Parties pour prolonger la validité budgétaire des fonds restants afin de compenser les coûts de la troisième réunion du Groupe de travail sur le cadre mondial de la biodiversité pour l’après-2020, qui n'étaient pas prévus dans le budget approuvé.

1. **PROPOSITION DU BUDGET INTÉGRÉ INTÉRIMAIRE POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE, LE PROTOCOLE DE CATARGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES ET LE PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L’ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES POUR 2021**

15. Le Secrétariat soumet à l'approbation des Parties un budget intérimaire intégré pour assurer la continuité de ses activités pendant l'année 2021 en attendant l'adoption d'un budget pour l'exercice biennal 2021-2022 par la Conférence des Parties à sa quinzième réunion, ou pour la période 2021-2023, selon ce que la Conférence des Parties pourrait décider à ce moment-là. Les ressources nécessaires pour 2021, au-delà de celles couvertes par la prolongation de la validité telle que décrite dans la section II, sont détaillées dans les tableaux 5a et 5b. Les besoins en ressources sont estimés à l'aide des hypothèses et facteurs décrits ci-dessous :

Principaux facteurs et hypothèses utilisés pour l'estimation des besoins en ressources pour 2021

16. Les ressources nécessaires pour le budget intérimaire pour 2021 sont basées sur l'hypothèse que la Conférence des Parties lors de sa quinzième réunion en 2021 ainsi que des réunions associées des Parties aux Protocoles approuveront un programme de travail et un budget intégré et axé sur les résultats pour l'exercice biennal 2021-2022 (ou pour une période à déterminer).

17. Le budget proposé de 16 943 800 dollars É.U est inférieur de 15 pour cent au budget approuvé pour 2020.

18. Les coûts de la quinzième réunion de la Conférence des Parties et des réunions connexes des Protocoles, ainsi que la plupart des coûts de la vingt-quatrième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et de la troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de l’application, ne sont pas inclus dans le budget provisoire car ils seront couverts par le budget approuvé pour la période 2019-2020 prolongée jusqu'en 2021.

19. Le budget intérimaire proposé a une portée limitée et ne couvre que les ressources minimales nécessaires pour permettre la continuité des activités du Secrétariat en 2021.

20. Compte tenu du faible niveau estimé des réserves du fonds d'affectation spéciale du Protocole de Nagoya et de la nécessité de faire preuve de prudence étant donné la lenteur du recueillement des contributions évaluées comme le souligne le paragraphe 7 ci-dessus, il n'est pas proposé d'utiliser les réserves pour compenser les contributions évaluées pour 2021.

21. L'approbation d'un budget intérimaire ne portera pas préjudice à un budget final qui sera approuvé par la Conférence des Parties lors de sa quinzième réunion. Le Secrétariat préparera et soumettra un programme de travail et un budget détaillé, axé sur les résultats pour la période 2021-2022 conformément à la décision 14/37, paragraphe 48. En outre, étant donné que la Conférence des Parties lors de sa quinzième réunion pourrait envisager la périodicité de ses futures réunions, et compte tenu du fait que la quinzième réunion sera reprogrammée d’un an, la Conférence des Parties pourrait envisager des scénarios dans lesquels la seizième réunion se tiendra soit en 2022 (scénario A) soit en 2023 (scénario B).

22. Les coûts salariaux sont estimés pour 78 postes (49 professionnels et 29 agents des services généraux) conformément au tableau des effectifs approuvé par la Conférence des Parties à sa quatorzième réunion (tableau 6).

23. Dans la décision 14/37, paragraphe 2, la Conférence des Parties est convenue de répartir les coûts des services de secrétariat entre la Convention, le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et le Protocole de Nagoya sur l’accès et le partage des avantages selon un ratio de 74:15:11 pour l'exercice biennal 2019-2020. Le même ratio sera utilisé pour le budget intérimaire de 2021. Le Secrétariat déterminera un nouveau ratio pour l'exercice biennal 2021-2022 et le soumettra à l'examen de la Conférence des Parties lors de sa quinzième réunion.

**Tableau 5a**

**Proposition de budget intérimaire intégré pour 2021 (par objet de dépense)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| *Objet de dépense* | *Budget approuvé 2020* | *Budget total proposé pour 2021* | *Variance* | *Notes* |
|
| ***(****Milliers de dollars américains)* |  |
| A. Dépenses du personnel  | 11,626.6 | 11,936.8 | 310.2 | 1 |
| B. Réunions du Bureau | 215.0 |  | -215.0 | 2 |
| C. Voyages en mission | 400.0 | 400.0 | 0.0 |   |
| D. Consultants/sous-traitants | 50.0 | 50.0 | 0.0 |   |
| E. Matériel de sensibilisation du public/communications | 50.0 | 50.0 | 0.0 |   |
| F. Assistance temporaire/heures supplémentaires | 100.0 | 100.0 | 0.0 |   |
| G. Formation | 5.0 | 5.0 | 0.0 |   |
| H. Traduction du site internet du Centre d’échange/projets du site Internet | 65.0 | 65.0 | 0.0 |   |
| I. Réunions | 2,119.0 | 278.5 | -1,840.5 | 3 |
| J. Réunions d’experts | 150.0 | 0.0 | -150.0 | 4 |
| K. Réunions extraordinaires concernant l’après-2020 | 560.0 | 350.0 | -210.0 | 5 |
| L. Loyer et dépenses connexes  | 1,423.4 | 1,358.2 | -65.2 |   |
| M. Dépenses générales d’exploitation | 726.6 | 726.6 | 0.0 |   |
| **Sous-total (I)** | **17,490.6** | **15,320.1** | **-2,170.5** |  |
| **II. Frais de soutien au programme (13%)** | 2,273.8 | 1,991.6 | -282.2 |   |
| **Sous-total (I + II)** | **19,764.4** | **17,311.7** | **-2,452.7** |  |
| **III. Réserve de trésorerie** | 130.8 | -367.9 |  |   |
| **Total (II + III)** | **19,895.1** | **16,943.8** | **-2,452.7** |  |
| Moins la contribution du pays hôte | -1,423.4 | -1,534.8 |  | 6 |
| Moins l’utilisation des réserves pour les réunions extraordinaires | -632.8 |  |  |  |
| Moins l’utilisation des réserves des années précédentes | -863.1 |  |  |  |
| **Total net (montant à répartir entre les Parties)** | **16,975.8** | **15,409.0** |  |  |
| Part de la Convention dans le budget intérimaire (74%) | 12,562.1 | 11,402.7 |   |   |
| Part du Protocole de Cartagena dans le budget intérimaire (15%) | 2,546.4 | 2,311.3 |   |   |
| Part du Protocole de Nagoya dans le budget intérimaire (11%) | 1,867.3 | 1,695.0 |   |   |

*Notes* :

1. Les ressources estimées sont basées sur les dépenses du personnel réelles en 2020, avec des augmentations conformes au barème des traitements des Nations unies et des augmentations pour les professionnels et les agents des services généraux comme suit : SSG : 315 000 ; D-1:262 000 ; P-5:240 000 ; P-4:210 700 ; P-3:177 600 ; P-2:132 000 ; agents des services généraux : 77 000.

2. Les coûts prévus pour 2021 sont réduits en raison du report de fonds de 2019-2020.

3. Pour couvrir le déficit des coûts de SBSTTA-24 et de SBI-3 en raison des coûts liés aux réunions virtuelles qui se tiendront en 2020)

4. Les coûts prévus pour 2021 sont réduits en raison du report de fonds de 2019-2020.

5. Lors de sa quatorzième réunion, la Conférence des Parties a approuvé deux réunions extraordinaires autonomes sur l'après 2020, qui seront financées sur le budget 2019-2020. Les Parties ont également convenu que toute réunion supplémentaire sur l'après 2020 devrait être financée par des fonds volontaires. Lors de sa réunion du 16 mars 2019, le Bureau de la Conférence des Parties a examiné le processus et a décidé de tenir une réunion supplémentaire sur l'après-2020. La première réunion a eu lieu à Nairobi en août 2019 et a été financée par le budget de base. Le gouvernement chinois a généreusement offert de financer entièrement et d'accueillir la deuxième réunion à Kunming en février 2020. Cependant, en raison de la pandémie COVID-19, la réunion a été déplacée à la dernière minute à Rome et financée par le budget de base. Le gouvernement de la Colombie a offert d'accueillir la troisième réunion avec une généreuse contribution financière du gouvernement de la Norvège pour soutenir les coûts locaux et les coûts supplémentaires du Secrétariat découlant de la tenue de la réunion en dehors de Montréal. Les ressources de 350 000 dollars É.-U, en plus de 210 000 dollars É.-U du budget 2019-2020, correspondraient au coût budgétisé pour chaque réunion selon le chiffre approuvé utilisé dans le budget 2019-2020, complété par le financement du gouvernement de la Norvège et de la Colombie, tel qu’indiqué au-dessus.

6. Le Secrétariat a renouvelé son accord de subvention avec le pays hôte (le gouvernement du Canada et la province de Québec) pour le loyer et les coûts associés des locaux à Montréal. L'accord couvre la période du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2029, ce qui correspond à la durée du contrat de location actuel que le Secrétariat a signé. Le loyer et les coûts associés pour 2021 sont estimés à 2 072 358 Dollars canadiens. Le taux de change utilisé pour convertir la contribution du pays hôte en Dollars canadiens est de 1,35 Dollars canadiens : 1,00 dollar É.-U.

**Tableau 5b**

**Besoins en ressources par Division à partir des budgets de base intégrés pour l'année 2021**

(*En milliers de dollars américains*)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | *2020* | *2021* |
|
|
| **I. Programmes :** |  |  |
|  Bureau de la Secrétaire exécutive  | 3 444.8 | 2,449.4 |
|  Protocoles APA et BS | 2 375.9 | 2,298.4 |
|  Division de la science, de la société et de l'avenir durable | 3 909.0 | 3,350.1 |
|  Division du soutien à la mise en œuvre | 3 708.2 | 4,295.5 |
| **II. Administration, finances et services de conférence** | 4 052.6 | 2,926.7 |
| **Sous-total** | **17 490.5** | **15,320.1** |
| Frais de soutien au programme  | 2 273.9 | 1,991.6 |
| **III. Réserve de trésorerie**  | 130.8 | (367.9) |
| **Total** | **19 895.2** | **16,943.8** |

1. **PROJET DE DÉCISION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES A EXAMINER SOIT PAR UNE RÉUNION VIRTUELLE EXTRAORDINAIRE, SOIT PAR UNE PROCÉDURE ÉCRITE EN VUE DE SON ADOPTION AVANT LA FIN DE 2020**

24. La Conférence des Parties souhaitera peut-être adopter une décision selon les lignes suivantes :

 La Conférence des Parties,

*Rappelant* sa décision 14/37 qui approuvait un budget pour l’exercice biennal 2019-2020, et demandait à la Secrétaire exécutive de préparer des propositions pour le budget de l’exercice biennal 2021-2022,

*Considérant* que la quinzième réunion de la Conférence des Parties a été reportée à 2021 en raison des contraintes liées à la pandémie COVID-19,

*Notant*, par conséquent, la nécessité de prendre des dispositions pour permettre le fonctionnement continu des organes de la Convention, y compris son Secrétariat et les réunions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires,

*Prenant note* de la proposition du Bureau de la Conférence des Parties que, à titre exceptionnel, les Parties examinent et approuvent un budget intérimaire pour 2021 selon des modalités convenues,

*Prenant note* *également* de la note de la Secrétaire exécutive[[7]](#footnote-7)4,

*Reconnaissant* le caractère exceptionnel des circonstances découlant de la pandémie et exprimant la solidarité de toutes les Parties face à ses conséquences humaines et économiques,

1. *Décide* de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2021, ou, dans le cas où la quinzième réunion de la Conférence des Parties ne se tiendrait pas en 2021, jusqu'à la fin du mois suivant la clôture de la quinzième réunion de la Conférence des Parties, la validité des fonds alloués dans le budget 2019-2020 associé aux coûts des réunions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires qui sont reportées de l'exercice biennal 2019-2020 ;
2. *Approuve*, à titre exceptionnel, un budget-programme de base pour la Convention de 12.538.412 dollars É.-U pour l'année 2021, représentant 74 pour cent du budget intérimaire intégré de 16.943.800 dollars É.-U pour l'année 2021, aux fins énumérées dans les tableaux 5a et 5b ci-dessus ;
3. *Décide* de répartir tous les coûts des services de secrétariat entre la Convention, le Protocole de Cartagena et le Protocole de Nagoya selon un rapport de 74:15:11 pour l'année 2021
4. *Exprime* sa gratitude au gouvernement du Canada en tant que pays hôte pour son soutien renouvelé au Secrétariat et se félicite de la contribution de 2 072 000 dollars canadiens pour l'année 2021 du pays hôte et de la province de Québec pour la location et les coûts associés du Secrétariat à Montréal, à répartir selon un ratio de 74:15:11 et des contributions compensatoires des Parties à la Convention, au Protocole de Cartagena et au Protocole de Nagoya, respectivement, pour l'année 2021 ;
5. *Adopte* le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses pour 2021, conformément au barème des quotes-parts actuel de l'Organisation des Nations unies, figurant dans les tableaux 7, 8 et 9 de la présente décision ;
6. *Adopte également* le tableau d'effectifs (tableau 6) du Secrétariat pour l'année 2021, à être utilisé aux fins de l'établissement des coûts pour fixer le budget global ;
7. *Autorise* la Secrétaire exécutive à engager des dépenses à concurrence du budget approuvé, en utilisant les ressources de trésorerie disponibles, y compris les soldes non dépensés, les contributions des exercices financiers précédents et les recettes diverses, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière du Programme des Nations unies pour l'environnement ;
8. *Autorise* également la Secrétaire exécutive à transférer des ressources entre les programmes entre chacune des principales lignes de crédit figurant dans le tableau 5b de la note de la Secrétaire exécutive, jusqu'à un total de 15 pour cent du budget total du programme, en supposant qu'une autre limitation, jusqu'à un maximum de 25 pour cent de chacune de ces lignes de crédit, s'applique ;
9. *Invite* toutes les Parties à la Convention à noter que les contributions aux budgets des programmes de base (BY, BG et BB) sont dues au 1er janvier de l'année pour laquelle ces contributions ont été budgétisées et à les verser rapidement, et demande que les Parties soient informées du montant de leurs contributions le plus tôt possible au cours de l'année précédant celle où elles sont dues ;
10. *Note avec préoccupation* qu'un certain nombre de Parties n'ont pas versé leurs contributions aux budgets de base (fonds d'affectation spéciale BY, BG et BB) pour 2020 et les années précédentes, y compris les Parties qui n'ont jamais versé leurs contributions ;
11. *Note* que les fonds d'affectation spéciale pour la Convention et ses Protocoles (BY, BG et BB) devraient être prorogés pour une période de deux ans commençant le 1er janvier 2022 et se terminant le 31 décembre 2023, et prie le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l'environnement de demander à l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement d'approuver leur prorogation ;
12. *Note* que les fonds d'affectation spéciale volontaires (BE, BZ, VB) pour la Convention et ses Protocoles devraient être prorogés pour une période de quatre ans commençant le 1er janvier 2022 et se terminant le 31 décembre 2025, et prie le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pourl'environnement de demander à l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement d'approuver leur prorogation ;
13. *Affirme* que la présente décision est sans préjudice des décisions ultérieures que la Conférence des Parties prendra à sa quinzième réunion ;
14. *Prie* la Secrétaire exécutive :

(a)Tenir compte des résultats de cette décision lors de l'élaboration des propositions budgétaires pour l'exercice biennal 2021-2022, conformément à la décision 14/37, paragraphes 48 ;

(b) Préparer également des propositions budgétaires pour la période 2023-2024, en attendant une décision de la Conférence des Parties et des réunions des Parties aux Protocoles de Cartagena et de Nagoya concernant les dates de ses seizièmes, onzièmes et cinquièmes réunions respectivement.

**V. PROJET DE DÉCISION À SOUMETTRE À LA CONFÉRENCE DES PARTIES EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES**

25. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques souhaitera peut-être adopter une décision selon les lignes suivantes :

 La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena,

*Rappelant* sa décision 9/16 dans laquelle elle approuvait le budget pour l'exercice biennal 2019-2020,

*Considérant* que la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a été reportée à 2021 en raison de contraintes liées à la pandémie de COVID-19,

*Notant*,par conséquent, la nécessité de prendre des dispositions pour permettre le fonctionnement continu des organes du Protocole, y compris son Secrétariat et les réunions Parties et de ses organes subsidiaires,

*Prenant note* de la proposition du Bureau de la Conférence des Parties tendant à ce que, à titre exceptionnel, les Parties examinent et approuvent un budget intérimaire pour 2021 selon des modalités convenues

*Prenant note également* de la note de la Secrétaire exécutive[[8]](#footnote-8)5

1. *Décide* de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2021, ou dans le cas où la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena ne se tiendrait pas en 2021, jusqu'à la fin du mois suivant la clôture de la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena, la validité des fonds alloués dans le budget 2019-2020 associé aux coûts des réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunions des parties au Protocole de Cartagena et de ses organes subsidiaires qui sont reportées de l'exercice biennal 2019-2020 ;

2. *Approuve,* à titre exceptionnel, un budget-programme de base intérimaire pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques de 2 541 570 dollars É.U pour l'année 2021, représentant 15 pour cent du budget intérimaire intégré de 16 943 800 dollars des É.U pour l'année 2021, aux fins indiquées dans les tableaux 5a et 5b ci-dessus ;

3. *Prie* la Secrétaire exécutive de préparer des propositions pour le budget pour l’exercice biennal 2021-2022 ;

4. *Décide* d'appliquer, mutatis mutandis, le paragraphe 24 (3) au paragraphe 24 (14) de la décision de la Conférence des Parties lors de sa seconde réunion extraordinaire.

* + 1. **PROJET DE DÉCISION À SOUMETTRE À L’EXAMEN DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L’ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES**

26. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur le partage des avantages de l'accès aux ressources génétiques pourrait adopter une décision selon les lignes suivantes :

 La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l’accès et le partage des avantages,

*Rappelant* sa décision 3/16 dans laquelle elle approuvait le budget pour l’exercice biennal 2019-2020,

*Considérant* que la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya a été reportée à 2021 en raison des contraintes liées à la pandémie de COVID-19,

*Notant*, par conséquent, la nécessité de prendre des dispositions pour permettre le fonctionnement continu des organes du Protocole, y compris son Secrétariat et les réunions des Parties et de ses organes subsidiaires,

*Prenant note* de la proposition du Bureau de la Conférence des Parties que, à titre exceptionnel, les Parties examinent et approuvent un budget intérimaire pour 2021 selon des modalités convenues,

*Prenant note également* de la note de la Secrétaire exécutive,*[[9]](#footnote-9)6*

1. *Décide* de prolonger, jusqu'au 31 décembre 2021, ou dans le cas où la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya ne se tiendrait pas en 2021, jusqu'à la fin du mois suivant la clôture de la quatrième réunion de la conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya , la validité des fonds alloués dans le budget 2019-2020 et associé aux coûts des réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya et de ses organes subsidiaires qui sont reportées de l'exercice biennal 2019-2020 ;
2. *Approuve,* à titre exceptionnel, un budget-programme de base intérimaire pour le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages de 1 863 818 dollars É.U pour l'année 2021, représentant 11 % du budget intérimaire intégré de 16 943 800 dollars É.U pour l'année 2021, aux fins énumérées dans les tableaux 5a et 5b ci-dessus ;
3. *Prie* la Secrétaire exécutive de préparer des propositions pour le budget de l’exercice biennal 2021-2022 ;
4. *Décide* d'appliquer, mutatis mutandis, le paragraphe 24 (3) au paragraphe 24 (14) de la décision de la Conférence des Parties lors de sa deuxième réunion extraordinaire.

**Tableau 6**

**Besoins en personnel du Secrétariat à partir des budgets de base de la Convention et de ses Protocoles 2021**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| *Niveau et catégorie* |  *Approuvé 2019/2020* | *Proposé 2021* | *Variance* |
| **Postes professionnels et supérieurs**  |  |  |  |
| ASG | 1 | 1 | - |
| D-1 | 3 | 3 | - |
| P-5 | 10 | 10 | - |
| P-4 | 12 | 12 | - |
| P-3 | 14 | 14 | - |
| P-2/1 | 9 | 9 | - |
| **Sous-total** | **49** | **49** | **-** |
| **Service général** | 29 | 29 | - |
| **Total** | **78** | **78** | **-** |

**Tableau 7**

**Contributions au Fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique pour 2021**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22 PMA ne paient plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Afghanistan | 0.007  | 0.009  | 998 |
| Albanie | 0.008  | 0.010  | 1,140 |
| Algérie | 0.138  | 0.173  | 19,673 |
| Andorre | 0.005  | 0.006  | 713 |
| Angola | 0.010  | 0.010  | 1,140 |
| Antigua-et-Barbuda | 0.002  | 0.003  | 285 |
| Argentine | 0.915  | 1.144  | 130,442 |
| Arménie | 0.007  | 0.009  | 998 |
| Australie | 2.210  | 2.763  | 315,056 |
| Autriche | 0.677  | 0.846  | 96,513 |
| Azerbaïdjan | 0.049  | 0.061  | 6,985 |
| Bahamas | 0.018  | 0.023  | 2,566 |
| Bahreïn | 0.050  | 0.063  | 7,128 |
| Bangladesh | 0.010  | 0.010  | 1,140 |
| Barbade | 0.007  | 0.009  | 998 |
| Biélorussie | 0.049  | 0.061  | 6,985 |
| Belgique | 0.821  | 1.026  | 117,041 |
| Belize | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Bénin | 0.003  | 0.004  | 428 |
| Bhoutan | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Bolivie (État plurinational de) | 0.016  | 0.020  | 2,281 |
| Bosnie-Herzégovine | 0.012  | 0.015  | 1,711 |
| Botswana | 0.014  | 0.018  | 1,996 |
| Brésil | 2.948  | 3.686  | 420,265 |
| Brunei-Darussalam | 0.025  | 0.031  | 3,564 |
| Bulgarie | 0.046  | 0.058  | 6,558 |
| Burkina Faso | 0.003  | 0.004  | 428 |
| Burundi | 0.001  | 0.001  | 143 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Cap-Vert | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Cambodge | 0.006  | 0.008  | 855 |
| Cameroun | 0.013  | 0.016  | 1,853 |
| Canada | 2.734  | 3.418  | 389,757 |
| République centrafricaine | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Tchad | 0.004  | 0.005  | 570 |
| Chili | 0.407  | 0.509  | 58,022 |
| Chine | 12.005  | 15.009  | 1,711,425 |
| Colombie | 0.288  | 0.360  | 41,057 |
| Comores | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Congo | 0.006  | 0.008  | 855 |
| Iles Cook | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Costa Rica | 0.062  | 0.078  | 8,839 |
| Côte d’Ivoire | 0.013  | 0.016  | 1,853 |
| Croatie | 0.077  | 0.096  | 10,977 |
| Cuba | 0.080  | 0.100  | 11,405 |
| Chypre | 0.036  | 0.045  | 5,132 |
| Tchéquie | 0.311  | 0.389  | 44,336 |
| République Populaire démocratique de Corée | 0.006  | 0.008  | 855 |
| République démocratique du Congo | 0.010  | 0.010  | 1,140 |
| Danemark | 0.554  | 0.693  | 78,978 |
| Djibouti | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Dominique  | 0.001  | 0.001  | 143 |
| République dominicaine  | 0.053  | 0.066  | 7,556 |
| Équateur | 0.080  | 0.100  | 11,405 |
| Égypte | 0.186  | 0.233  | 26,516 |
| Le Salvador | 0.012  | 0.015  | 1,711 |
| Guinée équatoriale  | 0.016  | 0.010  | 1,140 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Eritrea | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Estonia | 0.039  | 0.049  | 5,560 |
| Eswatini | 0.002  | 0.003  | 285 |
| Éthiopie | 0.010  | 0.010  | 1,140 |
| Union Européenne |   | 2.500  | 285,068 |
| Fidji | 0.003  | 0.004  | 428 |
| Finlande | 0.421  | 0.526  | 60,017 |
| France | 4.427  | 5.535  | 631,110 |
| Gabon | 0.015  | 0.019  | 2,138 |
| Gambie | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Géorgie | 0.008  | 0.010  | 1,140 |
| Allemagne  | 6.090  | 7.614  | 868,187 |
| Ghana | 0.015  | 0.019  | 2,138 |
| Grèce  | 0.366  | 0.458  | 52,177 |
| Grenade | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Guatemala | 0.036  | 0.045  | 5,132 |
| Guinée | 0.003  | 0.004  | 428 |
| Guinée-Bissau | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Guyane | 0.002  | 0.003  | 285 |
| Haïti | 0.003  | 0.004  | 428 |
| Honduras | 0.009  | 0.011  | 1,283 |
| Hongrie | 0.206  | 0.258  | 29,367 |
| Islande | 0.028  | 0.035  | 3,992 |
| Inde | 0.834  | 1.043  | 118,895 |
| Indonésie | 0.543  | 0.679  | 77,410 |
| Iran (République Islamique de  | 0.398  | 0.498  | 56,739 |
| Irak | 0.129  | 0.161  | 18,390 |
| Irlande | 0.371  | 0.464  | 52,890 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Israël | 0.490  | 0.613  | 69,854 |
| Italie | 3.307  | 4.134  | 471,444 |
| Jamaïque | 0.008  | 0.010  | 1,140 |
| Japon | 8.564  | 10.707  | 1,220,878 |
| Jordanie | 0.021  | 0.026  | 2,994 |
| Kazakhstan | 0.178  | 0.223  | 25,376 |
| Kenya | 0.024  | 0.030  | 3,421 |
| Kiribati | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Koweït | 0.252  | 0.315  | 35,925 |
| Kirghizistan | 0.002  | 0.003  | 285 |
| République démocratique populaire lao | 0.005  | 0.006  | 713 |
| Lettonie | 0.047  | 0.059  | 6,700 |
| Liban | 0.047  | 0.059  | 6,700 |
| Lesotho | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Liberia | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Libye | 0.030  | 0.038  | 4,277 |
| Liechtenstein | 0.009  | 0.011  | 1,283 |
| Lituanie | 0.071  | 0.089  | 10,122 |
| Luxembourg | 0.067  | 0.084  | 9,551 |
| Madagascar | 0.004  | 0.005  | 570 |
| Malawi | 0.002  | 0.003  | 285 |
| Malaisie | 0.341  | 0.426  | 48,613 |
| Maldives | 0.004  | 0.005  | 570 |
| Mali | 0.004  | 0.005  | 570 |
| Malte | 0.017  | 0.021  | 2,424 |
| Îles Marshall | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Mauritanie | 0.002  | 0.003  | 285 |
| Maurice  | 0.011  | 0.014  | 1,568 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Mexique | 1.292  | 1.615  | 184,187 |
| Micronésie (États fédérés de) | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Monaco | 0.011  | 0.014  | 1,568 |
| Mongolie | 0.005  | 0.006  | 713 |
| Monténégro | 0.004  | 0.005  | 570 |
| Maroc | 0.055  | 0.069  | 7,841 |
| Mozambique | 0.004  | 0.005  | 570 |
| Myanmar | 0.010  | 0.010  | 1,140 |
| Namibie | 0.009  | 0.011  | 1,283 |
| Nauru | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Népal | 0.007  | 0.009  | 998 |
| Pays-Bas | 1.356  | 1.695  | 193,310 |
| Nouvelle-Zélande | 0.291  | 0.364  | 41,485 |
| Nicaragua | 0.005  | 0.006  | 713 |
| Niger | 0.002  | 0.003  | 285 |
| Nigeria | 0.250  | 0.313  | 35,640 |
| Niué | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Macédoine du Nord | 0.007 | 0.009 | 998 |
| Norvège | 0.754  | 0.943  | 107,490 |
| Oman | 0.115  | 0.144  | 16,394 |
| Pakistan | 0.115  | 0.144  | 16,394 |
| Palau | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Panama | 0.045  | 0.056  | 6,415 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0.010  | 0.013  | 1,426 |
| Paraguay | 0.016  | 0.020  | 2,281 |
| Pérou | 0.152  | 0.190  | 21,669 |
| Philippines | 0.205  | 0.256  | 29,225 |
| Pologne | 0.802  | 1.003  | 114,333 |
| Portugal | 0.350  | 0.438  | 49,896 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Qatar | 0.282  | 0.353  | 40,202 |
| République de Corée | 2.267  | 2.834  | 323,182 |
| République de Moldavie | 0.003  | 0.004  | 428 |
| Roumanie | 0.198  | 0.248  | 28,227 |
| Fédération de Russie | 2.405  | 3.007  | 342,855 |
| Rwanda | 0.003  | 0.004  | 428 |
| Saint-Christophe-et-Nevis | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Sainte-Lucie | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Saint Vincent et les Grenadines | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Samoa | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Saint-Marin | 0.002  | 0.003  | 285 |
| São Tomé et Príncipe | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Arabie Saoudite | 1.172  | 1.465  | 167,080 |
| Sénégal | 0.007  | 0.009  | 998 |
| Serbie | 0.028  | 0.035  | 3,992 |
| Seychelles | 0.002  | 0.003  | 285 |
| Sierra Leone | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Singapour | 0.485  | 0.606  | 69,141 |
| Slovaquie | 0.153  | 0.191  | 21,812 |
| Slovénie | 0.076  | 0.095  | 10,835 |
| Îles Salomon | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Somalie | 0.001  | 0.001  | 143 |
| Afrique du Sud | 0.272  | 0.340  | 38,776 |
| Sud-Soudan | 0.006  | 0.008  | 855 |
| Espagne | 2.146  | 2.683  | 305,932 |
| Sri Lanka | 0.044  | 0.055  | 6,273 |
| État de Palestine | 0.008  | 0.010  | 1,140 |
| Soudan | 0.010  | 0.010  | 1,140 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Suriname | 0.005 | 0.006 | 713 |
| Suisse  | 0.906 | 1.133 | 129,159 |
| République arabe syrienne | 1.151 | 1.439 | 164,086 |
| Tadjikistan | 0.011 | 0.014 | 1,568 |
| Thaïlande | 0.004 | 0.005 | 570 |
| L'ancienne République yougoslave de Macédoine | 0.307 | 0.384 | 43,766 |
| Timor-Leste | 0.002 | 0.003 | 285 |
| Togo | 0.002 | 0.003 | 285 |
| Tonga | 0.001 | 0.001 | 143 |
| Trinité-et-Tobago | 0.040 | 0.050 | 5,702 |
| Tunisie | 0.025 | 0.031 | 3,564 |
| Turquie | 1.371 | 1.714 | 195,449 |
| Turkménistan | 0.033 | 0.041 | 4,704 |
| Tuvalu | 0.001 | 0.001 | 143 |
| Ouganda | 0.008 | 0.010 | 1,140 |
| Ukraine | 0.057 | 0.071 | 8,126 |
| Émirats arabes unis | 0.616 | 0.770 | 87,817 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 4.567 | 5.710 | 651,069 |
| République-Unie de Tanzanie | 0.010 | 0.010 | 1,140 |
| Uruguay | 0.087 | 0.109 | 12,403 |
| Ouzbékistan | 0.032 | 0.040 | 4,562 |
| Vanuatu | 0.001 | 0.001 | 143 |
| Venezuela (La République bolivarienne du)  | 0.728 | 0.910 | 103,783 |
| Le Viêt Nam | 0.077 | 0.096 | 10,977 |
| Yémen | 0.010 | 0.010 | 1,140 |
| Zambie | 0.009 | 0.011 | 1,283 |
| Zimbabwe | 0.005 | 0.006 | 713 |
| **Total** | **78.010**  | **100.000**  | **11,402,700** |

**Tableau 8**

**Contributions au fonds d’affectation spéciale pour le Protocole de Nagoya sur l’accès et le partage des avantages pour 2021**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Afghanistan | 0.007  | 0.010  | 231 |
| Albanie  | 0.008  | 0.011  | 264 |
| Algérie  | 0.138  | 0.197  | 4,557 |
| Angola | 0.010  | 0.010  | 231 |
| Antigua-et-Barbuda | 0.002  | 0.003  | 66 |
| Arménie | 0.007  | 0.010  | 231 |
| Autriche | 0.677  | 0.967  | 22,358 |
| Azerbaïdjan | 0.049  | 0.070  | 1,618 |
| Bahamas | 0.018  | 0.026  | 594 |
| Bahreïn | 0.050  | 0.071  | 1,651 |
| Bangladesh | 0.010  | 0.010  | 231 |
| Barbade | 0.007  | 0.010  | 231 |
| Biélorussie | 0.049  | 0.070  | 1,618 |
| Belgique | 0.821  | 1.173  | 27,113 |
| Belize | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Bénin | 0.003  | 0.004  | 99 |
| Bhoutan | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Bolivie (État plurinational de) | 0.016  | 0.023  | 528 |
| Bosnie-Herzégovine | 0.012  | 0.017  | 396 |
| Botswana | 0.014  | 0.020  | 462 |
| Brésil | 2.948  | 4.212  | 97,356 |
| Bulgarie | 0.046  | 0.066  | 1,519 |
| Burkina Faso | 0.003  | 0.004  | 99 |
| Burundi | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Cap-Vert | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Cambodge | 0.006  | 0.009  | 198 |
| Cameroun | 0.013  | 0.019  | 429 |
| République centrafricaine | 0.001  | 0.001  | 33 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Tchad | 0.004  | 0.006  | 132 |
| Chine | 12.005  | 17.153  | 396,458 |
| Colombie | 0.288  | 0.412  | 9,511 |
| Comores | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Congo | 0.006  | 0.009  | 198 |
| Costa Rica | 0.062  | 0.089  | 2,048 |
| Côte d'Ivoire | 0.013  | 0.019  | 429 |
| Croatie | 0.077  | 0.110  | 2,543 |
| Cuba | 0.080  | 0.114  | 2,642 |
| Chypre | 0.036  | 0.051  | 1,189 |
| Tchéquie  | 0.311  | 0.444  | 10,271 |
| République populaire démocratique de Corée | 0.006  | 0.009  | 198 |
| République démocratique du Congo | 0.010  | 0.010  | 231 |
| Danemark | 0.554  | 0.792  | 18,296 |
| Djibouti | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Dominique | 0.001  | 0.001  | 33 |
| République dominicaine | 0.053  | 0.076  | 1,750 |
| Équateur | 0.080  | 0.114  | 2,642 |
| Égypte | 0.186  | 0.266  | 6,143 |
| Le Salvador | 0.012  | 0.017  | 396 |
| Érythrée | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Estonie | 0.039  | 0.056  | 1,288 |
| Eswatini | 0.020  | 0.029  | 660 |
| Éthiopie | 0.010  | 0.010  | 231 |
| Union européenne |   | 2.500  | 57,783 |
| Fidji | 0.003  | 0.004  | 99 |
| Finlande | 0.421  | 0.602  | 13,903 |
| France | 4.427  | 6.325  | 146,199 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Gabon | 0.015  | 0.021  | 495 |
| Gambie | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Géorgie | 0.008  | 0.011  | 264 |
| Allemagne | 6.090  | 8.702  | 201,118 |
| Ghana | 0.015  | 0.021  | 495 |
| Grèce | 0.366  | 0.523  | 12,087 |
| Grenade | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Guatemala | 0.036  | 0.051  | 1,189 |
| Guinée | 0.003  | 0.004  | 99 |
| Guinée-Bissau | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Guyane | 0.002  | 0.003  | 66 |
| Honduras | 0.009  | 0.013  | 297 |
| Hongrie | 0.206  | 0.294  | 6,803 |
| Inde | 0.834  | 1.192  | 27,542 |
| Indonésie | 0.543  | 0.776  | 17,932 |
| Iran (République islamique d') | 0.398  | 0.569  | 13,144 |
| Irak | 0.129  | 0.184  | 4,260 |
| Irlande | 0.371  | 0.530  | 12,252 |
| Italie | 3.307  | 4.725  | 109,212 |
| Jamaïque | 0.008  | 0.011  | 264 |
| Japon | 8.564  | 12.236  | 282,821 |
| Jordanie | 0.021  | 0.030  | 694 |
| Kazakhstan | 0.178  | 0.254  | 5,878 |
| Kenya | 0.024  | 0.034  | 793 |
| Kiribati | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Koweït | 0.252  | 0.360  | 8,322 |
| Kirghizistan | 0.002  | 0.003  | 66 |
| République démocratique populaire lao | 0.005  | 0.007  | 165 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Lettonie  | 0.047 | 0.067 | 1,552 |
| Liban | 0.047 | 0.067 | 1,552 |
| Lesotho | 0.001 | 0.001 | 33 |
| Liberia | 0.001 | 0.001 | 33 |
| Libye | 0.030 | 0.043 | 991 |
| Lituanie | 0.071 | 0.101 | 2,345 |
| Luxembourg | 0.067 | 0.096 | 2,213 |
| Madagascar | 0.004 | 0.006 | 132 |
| Malawi | 0.002 | 0.003 | 66 |
| Malaisie | 0.341 | 0.487 | 11,261 |
| Maldives | 0.004 | 0.006 | 132 |
| Mali | 0.004 | 0.006 | 132 |
| Malte | 0.017 | 0.024 | 561 |
| Îles Marshall | 0.001 | 0.001 | 33 |
| Mauritanie | 0.002 | 0.003 | 66 |
| Maurice | 0.011 | 0.016 | 363 |
| Mexique | 1.292 | 1.846 | 42,668 |
| Mongolie | 0.005 | 0.007 | 165 |
| Monténégro | 0.004 | 0.006 | 132 |
| Maroc | 0.055 | 0.079 | 1,816 |
| Mozambique | 0.004 | 0.006 | 132 |
| Myanmar | 0.010 | 0.010 | 231 |
| Namibie | 0.009 | 0.013 | 297 |
| Nauru | 0.001 | 0.001 | 33 |
| Pays-Bas | 1.356 | 1.937 | 44,781 |
| Nouvelle Zélande | 0.291 | 0.416 | 9,610 |
| Nicaragua | 0.005 | 0.007 | 165 |
| Nigeria  | 0.002 | 0.003 | 66 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Nigeria | 0.250  | 0.357  | 8,256 |
| Niue | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Norvège | 0.754  | 1.077  | 24,900 |
| Oman | 0.115  | 0.164  | 3,798 |
| Pakistan | 0.115  | 0.164  | 3,798 |
| Palau | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Panama | 0.045  | 0.064  | 1,486 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0.010  | 0.014  | 330 |
| Paraguay | 0.016  | 0.023  | 528 |
| Pérou | 0.152  | 0.217  | 5,020 |
| Philippines | 0.205  | 0.293  | 6,770 |
| Pologne | 0.802  | 1.146  | 26,486 |
| Portugal | 0.350  | 0.500  | 11,559 |
| Qatar | 0.282  | 0.403  | 9,313 |
| République de Corée | 2.267  | 3.239  | 74,866 |
| République de Moldavie | 0.003  | 0.004  | 99 |
| Roumanie | 0.198  | 0.283  | 6,539 |
| Rwanda | 0.003  | 0.004  | 99 |
| Saint-Christophe-et-Nevis | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Sainte-Lucie | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Saint Vincent et les Grenadines | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Samoa | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Arabie Saoudite | 1.172  | 1.675  | 38,705 |
| Sénégal | 0.007  | 0.010  | 231 |
| Serbie | 0.028  | 0.040  | 925 |
| Seychelles | 0.002  | 0.003  | 66 |
| Sierra Leone  | 0.001 | 0.001 | 33 |
| Slovaquie | 0.153 | 0.219 | 5,053 |
| Slovénie | 0.076 | 0.109 | 2,510 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Îles Salomon | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Somalie | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Afrique du Sud | 0.272  | 0.389  | 8,983 |
| Espagne | 2.146  | 3.066  | 70,870 |
| Sri Lanka | 0.044  | 0.063  | 1,453 |
| État de Palestine | 0.008  | 0.011  | 264 |
| Soudan | 0.010  | 0.010  | 231 |
| Suriname | 0.005  | 0.007  | 165 |
| Suède | 0.906  | 1.295  | 29,920 |
| Suisse  | 1.151  | 1.645  | 38,011 |
| République arabe syrienne | 0.011  | 0.016  | 363 |
| Tadjikistan | 0.004  | 0.006  | 132 |
| Thaïlande | 0.307  | 0.439  | 10,138 |
| Togo | 0.002  | 0.003  | 66 |
| Tonga | 0.001  | 0.001  | 33 |
| Trinité-et-Tobago | 0.040  | 0.057  | 1,321 |
| Tunisie | 0.025  | 0.036  | 826 |
| Turquie | 1.371  | 1.959  | 45,276 |
| Turkménistan | 0.033  | 0.047  | 1,090 |
| Ouganda | 0.008  | 0.010  | 231 |
| Ukraine | 0.057  | 0.081  | 1,882 |
| Émirats arabes unis | 0.616  | 0.880  | 20,343 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 4.567  | 6.525  | 150,822 |
| République-Unie de Tanzanie | 0.010  | 0.010  | 231 |
| Uruguay | 0.087  | 0.124  | 2,873 |
| Ouzbékistan | 0.032 | 0.046 | 1,057 |
| Venezuela (République bolivarienne du)  | 0.728 | 1.040 | 24,042 |
| Le Viêt Nam | 0.077 | 0.110 | 2,543 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Yémen | 0.010  | 0.010  | 231 |
| Zambie | 0.009  | 0.013  | 297 |
| Zimbabwe | 0.005  | 0.007  | 165 |
| **Total** | **68.263**  | **100.000**  | **2,311,300** |

**Tableau 9**

**Contributions au fonds d’affectation spéciale pour le Protocole de Nagoya sur l’accès et le partage des avantages pour 2021**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Afghanistan | 0.007  | 0.012  | 205 |
| Albanie  | 0.008  | 0.014  | 234 |
| Angola | 0.010  | 0.010  | 170 |
| Antigua-et-Barbuda | 0.002  | 0.003  | 58 |
| Argentine | 0.915  | 1.579  | 26,758 |
| Autriche | 0.677  | 1.168  | 19,798 |
| Biélorussie | 0.049  | 0.085  | 1,433 |
| Belgique | 0.821  | 1.416  | 24,009 |
| Bénin | 0.003  | 0.005  | 88 |
| Bhoutan | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Bolivie (État plurinational de) | 0.016  | 0.028  | 468 |
| Botswana | 0.014  | 0.024  | 409 |
| Bulgarie | 0.046  | 0.079  | 1,345 |
| Burkina Faso | 0.003  | 0.005  | 88 |
| Burundi | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Cambodge | 0.006  | 0.010  | 175 |
| Cameroun | 0.013  | 0.022  | 380 |
| République centrafricaine | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Tchad | 0.004  | 0.007  | 117 |
| Chine | 12.005  | 20.712  | 351,076 |
| Comores | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Congo | 0.006  | 0.010  | 175 |
| Côte d'Ivoire | 0.013  | 0.022  | 380 |
| Croatie | 0.077  | 0.133  | 2,252 |
| Cuba | 0.080  | 0.138  | 2,340 |
| République tchèque | 0.311  | 0.537  | 9,095 |
| République démocratique de Corée | 0.006  | 0.010  | 175 |
| République démocratique du Congo | 0.010  | 0.010  | 170 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Danemark | 0.554  | 0.956  | 16,201 |
| Djibouti | 0.001  | 0.002  | 29 |
| République dominicaine | 0.053  | 0.091  | 1,550 |
| Équateur | 0.080  | 0.138  | 2,340 |
| Égypte | 0.186  | 0.321  | 5,439 |
| Érythrée | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Estonie | 0.039  | 0.067  | 1,141 |
| Eswatini | 0.002  | 0.003  | 58 |
| Éthiopie | 0.010  | 0.010  | 170 |
| Union européenne |   | 2.500  | 42,375 |
| Fidji | 0.003  | 0.005  | 88 |
| Finlande | 0.421  | 0.726  | 12,312 |
| France | 4.427  | 7.638  | 129,464 |
| Gabon | 0.015  | 0.026  | 439 |
| Gambie | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Allemagne | 6.090  | 10.507  | 178,097 |
| Ghana | 0.015  | 0.026  | 439 |
| Grèce | 0.366  | 0.631  | 10,703 |
| Guatemala | 0.036  | 0.062  | 1,053 |
| Guinée | 0.003  | 0.005  | 88 |
| Guinée-Bissau | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Guyane | 0.002  | 0.003  | 58 |
| Honduras | 0.009  | 0.016  | 263 |
| Hongrie | 0.206  | 0.355  | 6,024 |
| Inde | 0.834  | 1.439  | 24,390 |
| Indonésie | 0.543  | 0.937  | 15,880 |
| Japon | 8.564  | 14.776  | 250,447 |
| Jordanie | 0.021  | 0.036  | 614 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Malte | 0.178  | 0.307  | 5,205 |
| Îles Marshall | 0.024  | 0.041  | 702 |
| Mauritanie | 0.252  | 0.435  | 7,370 |
| Maurice | 0.002  | 0.003  | 58 |
| Mexique | 0.005  | 0.009  | 146 |
| Micronésie (États fédérés de) | 0.047  | 0.081  | 1,374 |
| Mongolie | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Mozambique | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Myanmar | 0.067  | 0.116  | 1,959 |
| Namibie | 0.004  | 0.007  | 117 |
| Népal | 0.002  | 0.003  | 58 |
| Pays-Bas | 0.341  | 0.588  | 9,972 |
| Nicaragua | 0.004  | 0.007  | 117 |
| Niger | 0.004  | 0.007  | 117 |
| Malte | 0.017  | 0.029  | 497 |
| Îles Marshall | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Mauritanie | 0.002  | 0.003  | 58 |
| Maurice | 0.011  | 0.019  | 322 |
| Mexique | 1.292  | 2.229  | 37,783 |
| Micronésie (États fédérés de) | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Mongolie | 0.005  | 0.009  | 146 |
| Mozambique | 0.004  | 0.007  | 117 |
| Myanmar | 0.010  | 0.010  | 170 |
| Namibie | 0.009  | 0.016  | 263 |
| Népal | 0.007  | 0.012  | 205 |
| Pays-Bas | 1.356  | 2.340  | 39,655 |
| Nicaragua | 0.005  | 0.009  | 146 |
| Niger | 0.002  | 0.003  | 58 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Norvège | 0.754  | 1.301  | 22,050 |
| Oman | 0.115  | 0.198  | 3,363 |
| Pakistan | 0.115  | 0.198  | 3,363 |
| Palau | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Panama | 0.045  | 0.078  | 1,316 |
| Pérou | 0.152  | 0.262  | 4,445 |
| Philippines | 0.205  | 0.354  | 5,995 |
| Portugal | 0.350  | 0.604  | 10,235 |
| Qatar | 0.282  | 0.487  | 8,247 |
| République de Corée | 2.267  | 3.911  | 66,296 |
| République de Moldavie | 0.003  | 0.005  | 88 |
| Roumanie | 0.198  | 0.342  | 5,790 |
| Rwanda | 0.003  | 0.005  | 88 |
| Saint-Christophe-et-Nevis | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Samoa | 0.001  | 0.002  | 29 |
| São Tomé et Príncipe | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Sénégal | 0.007  | 0.010  | 170 |
| Serbie | 0.028  | 0.048  | 819 |
| Seychelles | 0.002  | 0.003  | 58 |
| Sierra Leone | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Slovaquie | 0.153  | 0.264  | 4,474 |
| Îles Salomon | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Afrique du Sud | 0.272  | 0.469  | 7,954 |
| Espagne | 2.146  | 3.703  | 62,758 |
| Soudan | 0.010  | 0.010  | 170 |
| Suède | 0.906  | 1.563  | 26,495 |
| Suisse  | 1.151  | 1.986  | 33,660 |
| République arabe syrienne | 0.011  | 0.019  | 322 |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie** | **Barème des quotes-parts**  | **Barème assorti d’un plafond de 22% ; aucun PMA ne paie plus de 0,01%** | **Contributions au 1er janvier 2020** |
| Tadjikistan | 0.004  | 0.007  | 117 |
| Togo | 0.002  | 0.003  | 58 |
| Tonga | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Tuvalu | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Ouganda | 0.008  | 0.010  | 170 |
| Émirats arabes unis | 0.616  | 1.063  | 18,014 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 4.567  | 7.880  | 133,565 |
| République-Unie de Tanzanie | 0.010  | 0.010  | 170 |
| Uruguay | 0.087  | 0.150  | 2,544 |
| Vanuatu | 0.001  | 0.002  | 29 |
| Venezuela | 0.728  | 1.256  | 21,290 |
| Le Viêt Nam | 0.077  | 0.133  | 2,252 |
| Zambie | 0.009  | 0.016  | 263 |
| Zimbabwe | 0.005  | 0.009  | 146 |
| **Total** | **56.540**  | **100.000**  | **1,695,000** |

**\_\_\_\_\_\_\_\_**

1. \* [CBD/ExCOP/2/1](https://www.cbd.int/doc/c/1a72/592e/d30b24b3bd2777831f1921f2/cp-exmop-01-01-fr.pdf). [↑](#footnote-ref-1)
2. \*\* [CBD/CP/ExMOP/1/1](https://www.cbd.int/doc/c/1a72/592e/d30b24b3bd2777831f1921f2/cp-exmop-01-01-fr.pdf). [↑](#footnote-ref-2)
3. \*\*\* [CBD/NP/ExMOP/1/1](https://www.cbd.int/doc/c/1a72/592e/d30b24b3bd2777831f1921f2/cp-exmop-01-01-fr.pdf). [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir l’ordre du jour provisoire annoté [(CBD/ExCOP/2/1/Add.1](https://www.cbd.int/doc/c/e466/c3d5/0a58d8f0cca7416c9172b4c7/excop-02-01-add1-fr.pdf), [CBD/CP/ExMOP/1/1/Add.1](https://www.cbd.int/doc/c/e466/c3d5/0a58d8f0cca7416c9172b4c7/excop-02-01-add1-fr.pdf), [CBD/NP/ExMOP/1/1/Add.1](https://www.cbd.int/doc/c/e466/c3d5/0a58d8f0cca7416c9172b4c7/excop-02-01-add1-fr.pdf)) [↑](#footnote-ref-4)
5. 2 Règlement financier pour l'administration du Fonds d'affectation spéciale de la Convention de la diversité biologique (décision [I/6](https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-01/cop-01-dec-06-en.pdf) annexe). [↑](#footnote-ref-5)
6. 3 Actuellement, la quinzième réunion de la Conférence des Parties et les réunions connexes des Protocoles sont prévues pour mai 2020, mais un nouveau report pourrait être nécessaire en fonction du calendrier de la vingt-quatrième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, de la troisième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de l’application ainsi que la troisième réunion du Groupe de travail sur le cadre mondial de la biodiversité pour l’après-2020. [↑](#footnote-ref-6)
7. 4 CBD/ExCOP/2/2. [↑](#footnote-ref-7)
8. 5 CBD/CP/ExMOP/1/2. [↑](#footnote-ref-8)
9. 6 CBD/NP/ExMOP/1/2. [↑](#footnote-ref-9)